

COOP DEC Info - n°71 – Décembre 2010

Lettre d'informations sur la coopération décentralisée

Pour tout problème de lecture, télécharger cette lettre en format pdf directement sur notre site www.coopdec.org

Pour vous [désinscrire](#) nous renvoyer simplement un mél avec le titre « désinscription », votre nom et collectivité.

L'INSCRIPTION EN LIGNE A « COOP DEC INFO » SE FAIT, DIRECTEMENT SUR NOTRE SITE INTERNET WWW.COOPDEC.ORG

SOMMAIRE :

Questionnement à l'Assemblée Nationale sur l'intérêt local des coopérations décentralisées hors OCDE.

Cofinancements internationaux

Cofinancements nationaux

Actualité de la formation

Collectivités et Haïti

Rendez-vous des collectivités

Rendez-vous internationaux

Actualité des coopérations internationales sur le Web

Nouveaux accords de coopération

Mouvements – nominations - Offres d'emploi – en partenariat avec



QUESTIONNEMENT A L'ASSEMBLEE NATIONALE SUR L'INTERET LOCAL DES COOPERATIONS DECENTRALISEES HORS OCDE.

A la suite des différentes jurisprudences récentes et suite à un lobbying important de certains contribuables, près de 50 députés et sénateurs UMP ou NC ont posé une question écrite au ministre de l'intérieur ou au secrétaire d'Etat en charge des collectivités locales :

Modèle principal pour ces questions :

M le Député « attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales (ou de M. le secrétaire d'Etat à l'intérieur et aux collectivités territoriales) sur le fait qu'un grand nombre de collectivités territoriales ont noué, depuis la loi du 25 janvier 2007, des partenariats de coopération décentralisée, hors pays de l'OCDE, principalement avec des pays subsahariens. Il en résulte que les sommes mises à la charge des contribuables de ces collectivités deviennent de plus en plus importantes. Aussi, il [chaque député] lui demande de bien vouloir préciser le total des sommes qui ont été affectées à cet effet par ces collectivités territoriales pendant l'année 2009. Il souhaiterait également savoir si ces actions se sont limitées à des financements sous forme de subventions, ou si la collectivité a participé directement comme maître d'ouvrage ou à un autre titre, à la réalisation du projet et, si, en retour, elle a retiré un avantage de quelle nature que ce soit de cette coopération qui pourrait justifier un intérêt public local. »

Une variante :

M le Député « attire l'attention de M le secrétaire d'état à l'intérieur et aux collectivités territoriales sur les partenariats de coopération décentralisée, hors pays de l'OCDE. En effet, depuis la loi du 25 janvier 2007, un grand nombre de collectivités a noué des partenariats de coopération décentralisée, hors pays de l'OCDE, principalement avec des pays subsahariens. De ce fait, les sommes mises à la charge des contribuables de ces collectivités deviennent de plus en plus importantes et un manque de transparence quant à leur utilisation est patent. En conséquence, il lui demande de bien vouloir lui préciser le total des sommes qui ont été affectées à cet effet par ces collectivités territoriales pendant l'année 2009 et il aimerait savoir quelle était la finalité de ces investissements (subventions, réalisation d'un projet, ...) et si la collectivité a retiré un avantage de quelle nature que ce soit de cette coopération qui justifierait un intérêt public local. »

Les collectivités souhaitant recevoir la liste des députés ayant posé cette question, peuvent nous la demander en nous écrivant à contact@coopdec.org.

L'Agence COOP DEC Conseil qui a réalisé plusieurs missions sur cette question de l'intérêt local proposera d'ici la fin de l'année, un espace de travail. Si vous êtes intéressés, merci de vous faire connaître : contact@coopdec.org

COFINANCEMENTS INTERNATIONAUX

EUROPEAID- Appel à propositions en cours

Retrouvez l'ensemble des appels à proposition en cours sur le site d'Europeaid :

<https://webgate.ec.europa.eu/europeaid/online-services/index.cfm?do=publi.welcome&nbPubliList=15&orderby=upd&orderbyad=Desc&searchtype=QS>

Appels à projets en cours de l'UE, programme ANE-AL.

Sont ouverts aux autorités locales :

- Togo : Date limite 15/02/2011 – 150 000 € consacrés aux AL
- Colombie : Date limite 15/02/2011 - 450 000 € consacrés aux AL
- Philippines : Date limite 20/01/2011 – 500 000 € consacrés aux AL
- Honduras : Encore ouvert

15 décembre -Bruxelles- « L'Etat de la programmation des projets européens d'aide extérieure au titre des instruments géographiques »

Le Pôle Entreprises & Coopération de la Représentation Permanente de la France auprès de l'Union Européenne organise une demi-journée de présentation sur ce thème. Cette rencontre s'adresse à tout opérateur français (entreprises, collectivités, ONG), tant débutant que fin connaisseur des financements communautaires. Il y sera présenté un bilan des projets adoptés en 2010, qui doivent donner lieu à court terme à des appels d'offres et appels à propositions.

Pour toute information et inscription s'adresser à Bénédicte Vlaemynck : benedicte.vlaemynck@dgtresor.gouv.fr

Lancement du 19^e appel à projets du Fonds francophone des inforoutes

Les soumissions de projets pour le [19^e appel à projets du Fonds francophone des inforoutes](#), lancé en octobre 2010, et dont la mission est de favoriser l'appropriation et l'usage des technologies dans les pays du Sud et d'Europe centrale et orientale peuvent être déposées jusqu'au 4 mars 2011. Le 22 septembre, [12 projets](#) pour la production de contenus et/ou d'applications francophones numériques étaient retenus pour financement dans le cadre du 18^e appel à projets de ce même Fonds, pour un montant global de près de 1 309 000 euros. : <http://www.francophonie.org/Fonds-francophone-des-inforoutes,34250.html>

Publication – Veille européenne

Le Pôle Entreprises et Coopération de la Représentation Permanente de la France auprès de l'Union Européenne diffuse désormais une lettre d'information bimestrielle qui présente les missions élargies du Pôle (accès aux marchés et programmes communautaires PME) et contient des articles liés à l'actualité européenne en particulier sur l'aide extérieure de l'UE. Pour la recevoir, s'inscrire auprès de benedicte.vlaemynck@dgtresor.gouv.fr

Quelle aide au développement après 2013 ?

La Commission a publié, mercredi 10 novembre 2010, un Livre vert intitulé « *la politique de développement de l'UE en faveur de la croissance inclusive et du développement durable ; accroître l'impact de la politique de développement de l'Union européenne* ». Une consultation sur internet spécifique (*Quel financement pour l'action extérieure de l'UE après 2013 ?*) est également prévue de la mi-novembre à début janvier 2011, au sujet des instruments de l'aide extérieure. Le fruit de ces consultations publiques devrait alimenter les propositions de la Commission, attendues avant l'été 2011. D'après la RP, Les retours d'expérience des opérateurs français publics et privés, autorités locales ou organisations de la société civile, syndicats professionnels, experts, ... gagneraient à s'exprimer de manière significative à l'occasion de ces consultations.

Source : lettre d'information du pôle Entreprises et coopération de la RP France – contact fatene.benhables-foeth@diplomatie.gouv.fr

Les consultations et discussions publiques : www.ec.europa.eu/yourvoice/index_fr.htm

Prochain lancement d'un appel à propositions SWITCH-ASIA

SWITCH-ASIA est un programme financé dans le cadre de l'Instrument de Coopération au Développement (ICD), destiné à promouvoir une production et une consommation durable auprès des PME asiatiques sises dans les pays d'Asie éligibles à l'ICD.

EuropeAid s'apprête à lancer un nouvel appel à propositions (AP) dans le courant du mois de décembre 2010. Cet AP fait suite à deux précédentes consultations en 2007 et 2009. Deux autres AP sont prévus au cours de la période 2011-2013. Pour toute information complémentaire, consulter le site du programme www.switch-asia.eu ou notre site qui annoncera l'ouverture de cette consultation sur le site d'EuropeAid.

Source : lettre d'information du pôle Entreprises et coopération de la RP France – contact : roger.delrio@dgtresor.gouv.fr

COFINANCEMENTS NATIONAUX

MAEE - Appel à projets – coopération décentralisée 2011.

Le ministère des Affaires étrangères et européennes lance pour 2011 un nouvel appel à projets annuel en soutien aux actions de coopération décentralisée dans le cadre du programme « Solidarité pour les pays en développements ». Les orientations thématiques et géographiques sont les mêmes que celles du dernier appel à projets triennal (lancé fin 2009 pour 2010-2012).

Les dossiers devront être déposés en ligne avant le **31 décembre 2010**. Plus d'informations :

<http://cncd.diplomatie.gouv.fr/frontoffice/article.asp?aid=539&lv=2&menuid=535>

MAEE - Appel à projets du fonds franco-qubécois pour la coopération décentralisée (FFQCD) 2011-2012

L'Appel à projets du fonds franco-qubécois pour la coopération décentralisée (FFQCD) 2011-2012 est ouvert. Le Fonds franco-qubécois pour la coopération décentralisée appuie financièrement le développement de projets d'intérêt commun issus des collectivités territoriales. Un appel à projets est lancé tous les deux ans. Pour l'appel 2011-2012, la date de dépôt des candidatures a été fixée au 15 décembre 2010.

<http://cncd.diplomatie.gouv.fr/frontoffice/article.asp?menuid=514&lv=2&aid=517>

Appel à projets 2010-2012 en soutien à la coopération décentralisée : bilan des dossiers cofinancés

235 dossiers et 9 dossiers réseaux régionaux ont été déposés par les collectivités territoriales françaises dans le cadre de l'appel à projet 2010-2012. Le nombre de dossiers déposés par les collectivités territoriales pour 2010-2012 était conséquent et nettement supérieur aux années précédentes, montrant l'appropriation par les collectivités de cet outil. Suite aux comités de sélection qui se sont réunis la 1ère semaine de mai, 173 projets au titre du programme 209 bénéficieront d'un cofinancement au titre de la coopération décentralisée Plus d'informations : <http://cncd.diplomatie.gouv.fr/frontoffice/article.asp?aid=524&menuid=521&lv=3>

ACTUALITE DE LA FORMATION

ENACT

- **Offre modulaire - Règles publiques et action internationale en collectivité –**
 - module 2 : 10/12/2010 – Issy les Moulineaux
 - module 3 : 18/01/2011 – Issy les Moulineaux
 - module 4 : 10/02/2011 – Issy les Moulineaux
 - Contact : Emmanuel Thouary - 03.83.19.22.30 emmanuel.thouary@cnfpt.fr

- **Itinéraire - Chargé de mission coopération décentralisée**
module 3 : Développer une campagne de sensibilisation et de communication autour d'un projet de coopération décentralisée
ENACT de Nancy - du 13/12/10 au 15/12/10 - Emmanuel Thouary - 03.83.19.22.30

- **Itinéraire - Chargé de mission coopération décentralisée**
- *ENACT de Nancy - Emmanuel Thouary - 03.83.19.22.30*
 - module 1 : L'action internationale des collectivités : des jumelages à l'action de coopération décentralisée – Issy les Moulineaux - du 27 au 29/09/11
 - Module n°2 : Monter un projet de coopération décentralisée : approche thématique / géographique – du 25 au 27/10/11
 - Module 3 : Développer une campagne de sensibilisation et de communication autour d'un projet de coopération décentralisée - du 22 au 24/11/11

- **Itinéraire - Actions de coopération des CT**
- *ENACT de Montpellier – Céline Beaufils-Blasco - 04 67 99 76 15*
 - Module 1 : Approche comparée et générale des coopérations transfrontalières et décentralisées des collectivités locales - du 25 au 27/10/11

- **Itinéraire - Chargé de mission coopération décentralisée**
- *ENACT de Montpellier – Céline Beaufils-Blasco - 04 67 99 76 15*
 - Module 1 : L'action internationale des collectivités : des jumelages à l'action de coopération décentralisée - du 20 au 22/09/11
 - Module n°2 : Monter un projet de coopération décentralisée : approche thématique / géographique – du 17 au 19/10/11
 - Module 3 : Développer une campagne de sensibilisation et de communication autour d'un projet de coopération décentralisée - du 22 au 24/11/11

- **La coopération décentralisée et les règles publiques : séminaire de confrontations d'expériences**
ENACT de Montpellier - du 12 au 13/10/11 - Céline Beaufils-Blasco - 04 67 99 76 15

CNFPT Paca :

- **Coopération territoriale européenne et coopération décentralisée : monter un projet**
du 11/04/11 au 12/04/11 - Antenne de l'Aire Marseillaise - 04 91 24 60 00

Agence COOP DEC Conseil

L'Agence COOP DEC Conseil est agréée par le Ministère de l'Intérieur comme « Organisme de formation d'élus locaux ».

A ce titre, l'Agence COOP DEC Conseil propose des formations en intra, pour l'accompagnement des élus locaux dans la détermination de leur politique internationale.

Programmes et bulletin sur notre site ou sur demande : contact@coopdec.org ou formation@coopdec.org
Ces formations peuvent aussi être proposées en interne, dans votre collectivité.

- **« L'ACTION INTERNATIONALE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES »** - Formation accélérée 9 jours - prochain cursus : 16-17-18 février 2011 / 23-24-25 février 2011 / 2-3-4 mars 2011
9 jours de formation, dispensés par des professionnels de la coopération décentralisée.
Plus d'infos sur notre site http://www.coopdec.org/UPLOAD/rubrique/pages/92/92_rubrique.php
- **« ASSOCIATIONS DE SOLIDARITE INTERNATIONALE (ASI/ONG) : QUEL APPUI POUR QUEL INTERET ? »** (journée de formation)
Prochaines journées : Jeudi 13 janvier 2011 – Paris –
A travers un échange sur les pratiques des collectivités, il s'agit d'identifier d'une part, les besoins en termes d'accompagnement des acteurs locaux de solidarité internationale et d'autre part, de préciser et formaliser les différents dispositifs d'appui à ce public.
Plus d'infos sur notre site http://www.coopdec.org/UPLOAD/rubrique/pages/92/92_rubrique.php
- **« REGLES PUBLIQUES ET COOPERATION DECENTRALISEE »** (journée de formation)
Prochaine journée de formation : mercredi 19 janvier 2011
L'action internationale des collectivités territoriales s'effectue dans un cadre législatif et réglementaire particulier : le droit public. Quelles sont les contraintes légales, administratives et comptables auxquelles les actions de coopération décentralisée sont soumises ? Comment y répondre et concilier règles publiques et coopération décentralisée ?
Plus d'infos sur notre site http://www.coopdec.org/UPLOAD/rubrique/pages/92/92_rubrique.php
- **« LES FINANCEMENTS DE LA COOPERATION DECENTRALISEE PAR L'UNION EUROPEENNE – PROGRAMME ANE/ALD : QUELLES OPPORTUNITES ET COMMENT Y ACCEDER ? »** (journée de formation)
Prochaine journée de formation : Vendredi 7 janvier 2011
L'Agence COOP DEC Conseil vous propose une formation spécifique sur les procédures de financement de la coopération décentralisée mises en place par l'Union Européenne pour 2007-2013.
Plus d'infos sur notre site : http://www.coopdec.org/UPLOAD/rubrique/pages/92/92_rubrique.php

Agence COOP DEC Conseil **Formation en intra – dans votre collectivité**

Ces sessions sont proposées sur une demi ou une journée, en interne à la collectivité, à destination des services et des élus. Elles sont adaptées à l'historique et la structuration actuelle de la collectivité.

- **« SECURISATION JURIDIQUE DE LA COOPERATION DECENTRALISEE »**
Différentes lois ont modifié, en 2006 et 2007, l'encadrement juridique de l'action internationale des collectivités. Cette formation est destinée à faire le point sur ce sujet, à partir d'une analyse détaillée des textes juridiques, mais aussi des jurisprudences et des rapports des Cours des comptes régionales. Sont aussi abordés, les risques de subventions aux associations ainsi que les conditions de mises en œuvre des accords de coopération (maîtrise d'œuvre / maîtrise d'ouvrage / gestion de fait, ...). Enfin, les conditions de gestion comptable (note de frais, régie d'avance, marchés, ..) peuvent être étudiées à la demande des collectivités.
Sur demande : contact@coopdec.org
Prochaine journée : Mercredi 19 janvier 2011
- **« MISE EN PLACE D'UNE STRATEGIE DE COOPERATION DECENTRALISEE » - Comprendre l'environnement et disposer de points d'ancrage pour développer une stratégie internationale.**
Demi-journée ou journée de formation à destination des élus ou agents d'une même collectivité, réalisée dans votre collectivité et préparée en fonction de vos engagements existants.
Sur demande : contact@coopdec.org

COLLECTIVITES ET HAÏTI

Solidarité avec Haïti

Le MAEE effectue un recensement en ligne des engagements des collectivités locales :

[Recensement en ligne des engagements des collectivités territoriales en soutien à Haïti](#)

RENDEZ-VOUS DES COLLECTIVITES

29 novembre au 4 décembre 2010 : Semaine Économique de la Méditerranée qui aura lieu à Marseille

Pour sa 4^{ème} édition, la manifestation est placée sous le thème du développement économique durable en Méditerranée (équilibre des territoires, nouvelles activités, bâtiments durables, Ecocités, innovation et développement des startups méditerranéennes...) : www.semaine-eco-med.com

La Semaine Économique de la Méditerranée est organisée par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, la Ville de Marseille, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, l'Établissement Public d'Aménagement Euroméditerranée et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence avec le soutien du Ministère français des Affaires Étrangères et Européennes

RENDEZ-VOUS INTERNATIONAUX

2 au 5 décembre : Semaine Culturelle du Burkina Faso en France : Dans le cadre de la commémoration du cinquantième anniversaire de son accession à l'indépendance, le Burkina Faso organise la 1^{ère} édition de la Semaine Culturelle du Burkina Faso en France. yamneyam@hotmail.com

6 et 7 décembre 2010 - Bruxelles - Journées européennes du développement (JED)

http://www.eudevdays.eu/the_edd_fr.cfm

ACTUALITE DES COOPERATIONS INTERNATIONALES SUR LE WEB

Publications Agence COOP DEC Conseil

L'APD des régions augmente quand celle des départements chute. Une compilation des déclarations réalisées entre 2007 et 2009.

ACDC a réalisé une compilation des données de l'APD des collectivités locales, déclarée au MAEE et mises en ligne sur le site internet de la DAECT.

Cette compilation permet de dessiner certaines tendances dans l'engagement des collectivités locales.

Ces travaux sont disponibles sur notre site Web www.coopdec.org, à l'adresse suivante :

http://www.coopdec.org/UPLOAD/rubrique/pages/75/75_rubrique.php

L'emploi en coopération décentralisée

L'Agence COOP DEC Conseil a étudié les parutions d'offres d'emploi dans le domaine de la coopération décentralisée pendant une année (2009-2010).

http://www.coopdec.org/UPLOAD/article/pages/49_article.php

Autres actualités

Consultation publique sur la refonte des programmes « culture », « jeunesse en action » et « éducation et formation tout au long de la vie »

La commission européenne lance une consultation sur les futurs programmes européens liés à la culture, la jeunesse et l'éducation pour la période 2014-2020. Dates limites : 30 novembre pour les programmes « jeunesse » et « éducation » et 15 décembre pour les programmes « culture ».

<http://ec.europa.eu/yourvoice/ipm/forms/dispatch?form=YiA&lang=fr>

La coopération décentralisée pour l'eau et l'assainissement

Le rapport complet de l'étude, réalisée par PS Eau avec le soutien de l'AFD et du Groupe d'échanges CNE-CNCD, est désormais disponible. Vous pouvez retrouver l'ensemble des documents relatifs à cette étude - synthèse, rapport complet et annexes - pour téléchargement à l'adresse suivante : <http://www.pseau.org/coopdec>

On sera toutefois étonné que, dans cette étude, les Agences de l'Eau (qui représentent 40% des financements étudiés (!)) soient intégrées à la famille des acteurs de la coopération décentralisée. En effet les AE sont des établissements publics administratifs de l'État, doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière sous double tutelle du ministère chargé de l'environnement et sous celle du ministère chargé des finances et ne relèvent donc pas, de ce fait, de la loi sur la coopération décentralisée !

Déclaration commune à la suite des Assises de la coopération décentralisée franco-vietnamienne :

<http://vietfranco8.com/Portal/Detail.aspx?Organization=TP&MenuID=147&ContentID=291>

La loi du 27 juillet 2010 et la création de France Expertise Internationale

Enjeu majeur pour la diplomatie d'influence de la France, l'expertise internationale joue également un rôle-clé pour les intérêts des entreprises. Elle est appelée à prendre, dans la politique extérieure, la place que dicte ce double

www.coopdec.org

enjeu. Avec la loi du 27 juillet 2010, la France se dote d'outils à cette fin : un cadre juridique de l'expertise technique internationale rénové et un opérateur, France Expertise Internationale, chargé de concourir à sa promotion dans le monde. Plus d'infos : <http://www.fci.gouv.fr/spip.php?article340>

Agendas 21 et actions internationales des collectivités : quelles articulations ?

Résultats d'une étude sur la thématique des articulations entre Agendas 21 et actions internationales des collectivités dans le cadre de la coopération décentralisée avec les pays du Sud.

Agence française de développement, Région Île-de-France, Arene - Novembre 2010

http://areneidf.org/fr/Cooperation_decentralisee-30.html

Suivez la presse sur www.aimf.asso.fr

Le site internet de l'AIMF vous donne désormais accès à un fil de presse. Vous pouvez y retrouver les articles parus dans la presse francophone sur les membres de l'AIMF, la décentralisation, l'AIMF, ou tout autre sujet d'intérêt. Les articles récents défilent au bas de la page d'accueil. Les plus anciens sont accessibles dans la rubrique "Presse".

PUBLICATIONS

Indignez-vous !

Un conseil que l'on se doit d'écouter lorsqu'il est formulé par Stéphane Hessel. L'auteur explique que le « motif de base de la Résistance, c'était l'indignation ». Certes, les raisons de s'indigner dans le monde complexe d'aujourd'hui peuvent paraître moins nettes qu'au temps du nazisme. Mais « cherchez et vous trouverez » : l'écart grandissant entre les très riches et les très pauvres, l'état de la planète, le traitement fait aux sans-papiers, aux immigrés, aux Roms, la course au "toujours plus", à la compétition, la dictature des marchés financiers et jusqu'aux acquis bradés de la Résistance – retraites, Sécurité sociale... Pour être efficace, il faut, comme hier, agir en réseau : Amnesty, la Fédération internationale des Droits de l'homme... en sont la démonstration. »

A mettre dans tous les souliers à Noël ou dans les différents cadeaux d'entreprises – (32 pages, 3€, Indigène éditions, diffusion Harmonia Mundi)

NOUVEAUX ACCORDS DE COOPERATION

Merci aux collectivités nous ayant transmis leurs accords de coopération et de jumelage

Si vous souhaitez informer de vos nouveaux accords, merci de nous communiquer la convention de coopération décentralisée par [mèl](mailto:coopdec@coopdec.org) ou par courrier.

- Hongrie** : signature entre Bagnols-sur-Cèze et la ville hongroise de Kiskunfélegyháza.
- République Tchèque** : La Ville de Dunkerque a procédé le 30 mai 2010 à la signature d'une lettre d'intention en vue d'établir une coopération avec la Ville de Liberec (République Tchèque). L'accord prévoit le développement de différents projets à caractère culturels, universitaires et économiques.
- Viet Nam** : À la clôture des Assises de la coopération décentralisée Franco-Vietnamienne, ont été signés huit documents de coopération dans l'éducation, les sciences et technologies... entre les provinces et villes des deux pays. Les délégués ont adopté une Déclaration commune sur la poursuite de l'élargissement et du développement de la coopération décentralisée.
- Sénégal** : signature d'une convention de partenariat entre l'association des régions de France et l'association des régions du Sénégal. Ce partenariat est porté par la région de Rhône Alpes

Fin d'un jumelage :

- Pologne** : le Maire de Ballan-Miré près de Tours a mis fin mardi à la convention de jumelage entre sa commune et la ville polonaise d'Oswiecim, Auschwitz en allemand. (source : <http://www.europe1.fr/France/Un-maire-rompt-son-jumelage-avec-Auschwitz-306673/>)

MOUVEMENTS – NOMINATIONS – OFFRES D'EMPLOI – EN PARTENARIAT AVEC



ARRICOD, Association Nationale des Directeurs et Responsables des Relations Internationales et de Coopération Décentralisée des Collectivités Territoriales.

La lettre COOP DEC Info est diffusée à plus de 1800 exemplaires. Si vous souhaitez diffuser une offre d'emploi ou faire part aux acteurs de la coopération décentralisée de votre prise de fonction, merci de nous communiquer vos textes par mél :

contact@coopdec.org

Offres d'emploi

- ❑ La ville de Paris et la Région Ile de France ont décidé de créer un « **institut des métropoles durables** » et recherchent le futur directeur (h/f). Plus d'information sur www.eivp-paris.fr ou marc.gayda@eivp-paris.fr

Mouvements

- ❑ **AIRF** : Ségolène ROYAL a été élue à l'unanimité Présidente de l'Association Internationale des Régions Francophones (AIRF) - <http://www.regions-francophones.com/telechargements/CP-SR.pdf>
- ❑ **CGLU** : lors du 3^{ème} congrès mondial tenu à Mexico city, les instances de CGLU ont été renouvelées.
 - **Président** : Kadir Topbas, Maire d'Istanbul,
 - co-presidents : Antonio Costa of Lisbon, Portugal; Johnny Araya of San Jose Costa Rica; Zhang Guangning of Guangzhou, China; Muchadeyi Masunda of Harare, Zimbabwe, and IIsur Metsin of Kasan, Russian Federation.
 - **Tésorier** : Ted Ellis, Maire de Bluffton, Ind. USA
- ❑ Le prochain Congrès se tiendra à RABAT en 2013.

Pour info, rubrique « emploi en collectivité » sur notre site www.coopdec.org

Cette lettre d'information est diffusée par l'Agence Coop Dec Conseil, spécialisée dans la formation, l'accompagnement, le conseil et l'évaluation de l'action internationale des collectivités. www.coopdec.org

Agence COOP DEC Conseil – 30 rue Claude Tillier – 75012 Paris - Pour nous contacter : contact@coopdec.org - Tél : 01 40 09 20 26

Pour vous désinscrire, nous renvoyer simplement un mél avec le titre « desinscription ».

Merci de nous informer de vos rediffusions et d'indiquer la source.